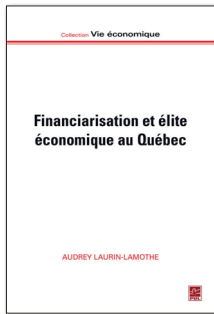


de genre pourront trouver un fil conducteur pour leurs propres recherches. Il est cependant long, et parfois les schémas argumentaires se répètent, créant un sentiment de redondance aux abords des études de cas.

Ninon Capon  
Doctorante en anthropologie  
Université de Montréal  
ninoncapon@hotmail.fr



### **Financiarisation et élite économique au Québec**

Audrey Laurin-Lamothe

Les Presses de l'Université Laval, 2019. 274 p.

Revu par Yannick Sanschagrin

AUDREY LAURIN-LAMOTHE, professeure adjointe au département de sciences sociales de l'Université York, travaille principalement sur l'impact de la crise financière de 2008, sur les inégalités socioéconomiques au Québec, au Canada ainsi que dans les pays de l'OCDE. Elle fait partie de l'Institut de recherche et d'information socio-économique (IRIS) et de l'Équipe de recherche travail et société de l'UQO (ERTS). Son champ d'expertise étant la sociologie du travail et l'économie, ses différents travaux portent sur les inégalités économiques, le management, les organisations postfordistes et la fiscalité au Québec. Son livre *Financiarisation et élite économique au Québec* – tiré de sa thèse de doctorat soutenue à l'UQAM en 2017 – nous oriente sur les élites économiques dans le Québec d'aujourd'hui, alors que les entreprises n'obéissent plus à la demande de leur clientèle, mais à la demande du marché financier.

Le but de sa recherche est de comprendre « comment se structurent les attributs et les relations des élites

économiques québécoises dans le contexte de l'entreprise financiarisée » (p. 8). L'auteure commence en développant sur le nouveau mode de gestion des entreprises, conséquence de la financiarisation qui a débuté à la fin des années 1970 avec l'arrivée du néolibéralisme. Elle s'attarde aux transformations qu'a subies la gouvernance des entreprises, passant d'un capitalisme bourgeois basé sur l'accumulation du capital immobilier, à un capitalisme managérial basé sur l'accumulation de titres et de valeurs financières possédant une grande liquidité. Ces transformations sont attribuables aux changements juridiques et internes des entreprises ainsi qu'au principe de financiarisation.

Lorsque Laurin-Lamothe parle de financiarisation, elle fait référence à l'articulation de trois dynamiques historiques : 1. La déréglementation autour des capitaux, leur permettant une plus grande mobilité ; 2. Le décloisonnement, soit l'encastrement dans la sphère financière des banques, des entreprises et des ménages causé par leurs dettes et fonds de pension ; et 3. La désintermédiation, soit la possibilité pour les entreprises non financières de créer des produits financiers sans le recours des banques. L'agencement de ces trois phénomènes a permis au marché financier de se développer et de devenir assez influent pour s'ingérer dans la forme d'accumulation privilégiée par les entreprises, participant ainsi à une restructuration majeure de ces dernières. C'est ce processus qui est appelé financiarisation des entreprises puisqu'il est question de « subsumption réelle de l'industrie par la finance, au sens où le circuit financier ne fait pas que soumettre le circuit industriel à sa logique, mais en transforme la nature. » (p. 33) Par l'influence et l'ingérence de la finance, les entreprises financiarisées visent à maximiser les valeurs actionnariales plutôt que la maximisation des profits.

Laurin-Lamothe propose ensuite une actualisation de ce que sont les élites économiques. À partir de la reconnaissance juridique de la personne morale des entreprises et des changements dans les dynamiques de gouvernance qui en ont résulté, une scission est faite au sein de l'élite économique. En effet, « [...]

une société cotée est une entité économique et juridique fondée sur la séparation des fonctions de propriété et de gestion. » (p. 88) La conséquence de cette séparation est une dislocation de l'élite bourgeoise, propriétaire et gestionnaire de l'entreprise. Il n'est plus question de définir comme « élite économique » un groupe d'individus possédant des moyens de production, mais plutôt en fonction d'une position de pouvoir exercée au sein des entreprises. De la simple classe bourgeoise émerge l'élite économique (membres du CA, haute direction, firmes conseils) et l'élite financière (actionnaire, familial-partenarial). La première étant liée au contrôle et à la gestion de l'entreprise alors que la seconde est liée à la propriété de l'entreprise.

L'auteure va ensuite s'intéresser aux attributs (âge, nationalité, niveau de scolarité, type d'études, etc.) qui leur sont propres. Pour ce faire, elle va mettre en relation tous les acteurs et « individus périphériques » des 28 plus grandes entreprises québécoises pour cartographier le réseau économique québécois. Les liens entre les individus sont établis selon leur position dans les entreprises, et plus un individu est relié à d'autres, plus il est important : la sphère des élites est donc conceptualisée à partir de la cooptation entre les individus plutôt que sur leur concurrence. De cette façon, Laurin-Lamothe distingue les individus faisant partie des élites (élite financière et élite économique) des non-élites (individus périphériques). Cette qualification permet à l'auteure d'observer le positionnement des entreprises pour évaluer l'importance de chacune dans la toile sociale des élites.

Les données utilisées ont été recueillies lors d'une période complète de cycle économique (croissance, crise, récession), ce qui permet à Laurin-Lamothe d'évaluer les conséquences de la crise sur les entreprises et les élites économique et financière. L'auteure observe que « [...] les élites économique et financière se distinguent des autres agents économiques par leur capacité à tirer profit des situations de crise. » (p. 212) Une plus grande centralisation autour de quelques entreprises et de quelques élites financières s'est produite

lors de la sortie de la crise, accentuant leur pouvoir sur la sphère économique québécoise et, par le fait même, amplifiant le processus de financiarisation des entreprises.

Les différents concepts du livre sont assez bien expliqués, mais il est tout de même suggéré d'avoir une base en sciences économiques pour pouvoir suivre l'auteure dans son argumentaire. Ce livre s'adresse donc surtout à un public académique qui s'intéresse au contexte économique québécois. Cependant, bien que la recherche jette un nouveau regard sur les élites d'aujourd'hui, elle comporte tout de même quelques lacunes. L'une d'elles est que l'auteure développe très peu sur les limites de sa définition des non-élites, aussi appelés « individus périphériques ». Si la définition des différentes élites est claire, celle nous permettant de concevoir les individus périphériques l'est moins. En effet, la définition de ce groupe se limite au « milieu des affaires québécois en général » et leur faible centralité dans leur milieu. Ce genre de détail rend difficilement compréhensible la distinction concrète entre les deux groupes. De plus, les individus périphériques servent de point de comparaison pour les attributs, mais ils sont complètement effacés de la partie réseau, privant ainsi le lecteur de toute comparaison des centralités et des réseaux. Nous sommes alors obligés d'accepter cette séparation sans avoir les éléments nécessaires pour la confirmer ou l'invalidier.

En conclusion, bien que le lecteur doive être familier avec les concepts spécifiques à l'économie, le livre se lit très bien malgré un manque d'explications à certains endroits, rendant la compréhension de certains éléments quelque peu ardue. *Financiarisation et élite économique au Québec* reste un livre très enrichissant sur la compréhension des élites, du phénomène économique de financiarisation qui bouleverse la sphère économique, ainsi que du nouveau modèle de gestion des entreprises par les élites économique et financière.

Yannick Sanschagrin  
étudiant à la maîtrise en anthropologie  
Université de Montréal  
yannick.sanschagrin@umontreal.ca



**Vers une école inclusive :  
Regards croisés sur les défis actuels**

Sous la direction de Lise Gremion,  
Serge Ramel, Valérie Angelucci et  
Jean-Claude Kalubi

Les Presses de l'Université d'Ottawa, Gatineau,  
Québec, 2017. 246 p.

Revu par Marianne Lezeau

LES ÉDITEURS de *Vers une école inclusive: regards croisés sur les défis actuels* offrent un regard transdisciplinaire – incluant psychologie, sociologie, ethnologie, et sciences de l'éducation – sur les questions de l'école inclusive. Chaque chapitre est basé sur une étude de cas d'un aspect de l'école inclusive. Le livre offre un bon panel géographique, de la Suisse au Québec, en passant par la France et l'Espagne, même si on regrette l'absence de pays non-Occidentaux. Si certains chapitres sont plus théoriques que d'autres, les auteurs enracinent tous leur arguments dans le concret. En effet, ils insistent sur l'importance de créer une culture du dialogue entre les divers intervenants dans le milieu éducatif, pour définir en concertation les rôles de chacun. Le livre est une sorte de microcosme, montrant différents modèles possibles, différents plans d'action, qui pourront être reproduits ensuite en s'adaptant au contexte. L'école inclusive, ici, est une école qui vise à mettre les particularités de chaque enfant au centre du projet éducatif.

Au fil des pages, les auteurs explorent l'école inclusive comme étant un projet social et politique. Les élèves mais aussi les parents (chapitres 1, 2, 4), les intervenants (chapitre 2) et tous ceux qui forment la constellation éducative sont invités à s'impliquer dans le projet d'une école inclusive. Dans une première partie du livre, les auteurs

explorent l'inclusion scolaire à plusieurs niveaux, qui nécessite une coopération étroite entre les parents, les enseignants, la direction, les travailleurs sociaux, et les villes. L'école inclusive est ici vue comme un processus de négociation. Dans la deuxième partie, les auteurs se penchent sur le mandat précis des enseignants et de l'administration scolaire dans la mise en place d'une école inclusive. Ils y soulignent le besoin d'un support mental et psychologique aux enseignants (chapitres 5 et 6) mais aussi l'importance de dispositifs d'accompagnement, de formation. Barthélémy, Husson et Perez notent particulièrement le rôle vital de la mise en place d'une culture de l'intégration (chapitre 8). Il ne suffit pas de forcer une école inclusive avec des mesures « par le haut », il faut que ceux qui seront responsables de rendre réel le projet soient capables – et surtout, se sentent capables (chapitres 7, 9 et 10) – de le mener à bien. Enfin, la troisième partie traite particulièrement bien des élèves eux-mêmes, et de leur agentivité qui est prise en compte au fil de leur parcours éducatif. L'école inclusive vise à remettre les identités, les capacités propres, et la curiosité au sein du projet pédagogique. Il s'agit de découvrir, en tandem avec l'enseignant, placé lui-même en position de recherche (chapitres 13 et 14), de créer de la connaissance et de redonner confiance à tous les élèves (chapitres 11, 12 et 15), quels qu'ils soient. En effet, « [f]avoriser l'école de tous et pour tous s'inscrit dans la légitimité du droit de chacun à la non-discrimination, et dans la lutte pour que la voix des plus faibles soit entendue et défendue » (p. 246)

La structure en entonnoir – partant des niveaux hiérarchiques élevés et du contexte général pour arriver jusqu'à l'échelon des élèves – permet un regard complet sur l'état actuel des politiques de l'école inclusive. Le point saillant du livre est l'influence du contexte administratif sur la mise en place de politiques éducatives inclusives, qu'il s'agisse de médiation culturelle pour encourager la participation parentale, ou d'un soutien budgétaire pour des formations destinées aux enseignants qui gèrent des enfants aux troubles de la concentration ou de comportement. On sent, parsemé